

« INFO ou INTOX ???!! » sur le devenir de l'AMAZONIE

Territoire du monde ou propriété nationale

Analyse géopolitique

L'internationalisation de l'Amazonie : la question de la souveraineté nationale face à la patrimonialisation de l'environnement

La lettre *InterGéo* du mois de mai 2005 reprenait un discours écrit par l'ancien ministre brésilien de l'éducation nationale, Cristovam Buarque, supposé répondre à un étudiant nord-américain qui lui aurait demandé son avis sur la possibilité d'internationaliser l'Amazonie. Quelques petites imprécisions contenues dans ce discours et la manière dont il est présenté dans la lettre nous ont poussé à questionner et problématiser plus fondamentalement le message qui était délivré tant dans le discours lui-même que dans le contexte dans lequel il est tenu.

Tout d'abord, il est important de dire que ce discours n'est ni daté, ni localisé précisément : il a été tenu dans une Université nord-américaine, mais on n'en sait pas plus sur la date et le lieu précis. En fait, la référence à la Conférence du millénaire qui se tient, selon l'auteur du discours, au même moment que le discours lui-même, nous permet de dater ce discours de l'année 2000. Or, son auteur n'est alors pas ministre de l'éducation nationale (il le sera en 2003 et 2004), mais simplement un des chefs de file du Parti des Travailleurs. Il s'agit pourtant d'une simple imprécision, qui n'enlève rien au fait que Cristovam Buarque a effectivement non pas prononcé un tel discours, mais écrit sur son site per-

sonnel la réponse à cet étudiant qu'il a, sur le moment, improvisée.

Cette mise au point n'est pas anodine. Elle explique fort bien le fait que la presse nord-américaine ne s'est pas appesantie sur le discours, comme le dit l'accroche de la citation dans *La Lettre InterGéo* : la parole du représentant d'un Parti politique a moins de poids que celle d'un ministre ; en l'occurrence, le débat pendant lequel la question a été posée pourrait être un simple séminaire dans une université, Cristovam Buarque étant lui-même universitaire. Plus encore, le silence de la presse nord-américaine est surtout peut-être le signe que la volonté d'internationalisation de l'Amazonie n'est pas du tout discutée aux États-Unis ou en Europe, pour la simple et bonne raison qu'elle n'est absolument pas à l'ordre du jour.

Précisons de quoi parlent les Brésiliens lorsqu'ils évoquent l'internationalisation de l'Amazonie : il s'agirait de donner à cette dernière un statut proche de celui des eaux continentales internationales, voire même de l'Antarctique (divisée en zones placées sous la juridiction d'un pays occidental). Un tel projet n'a jamais été déposé, sous quelque forme que ce soit, dans un quelconque parlement, ni été le programme d'un quelconque candidat ; il n'existe d'ailleurs aucune base juridique pour une telle dépossession d'un État national, ni aucun précédent dans l'histoire contemporaine. Et si l'internationalisation de l'Amazonie a été un des sujets de discussion de la campa-

gne présidentielle de 2000 aux États-Unis, celui-ci n'a laissé aucune trace dans les archives de la presse nord-américaine que nous avons consultées.

Il n'y a en fait qu'au Brésil qu'on entend parler d'un tel projet – mais là par contre, la matière ne manque pas. Dans les différents médias qui traitent de cette internationalisation¹, la crainte de l'internationalisation de l'Amazonie serait justifiée par les discours d'hommes politiques occidentaux favorables à cette internationalisation (parmi lesquels François Mitterrand, Mikhaïl Gorbatchev, Al Gore, Margaret Thatcher, Mme Gro Brundtland ou encore Pascal Lamy), par des projets tenus secrets² ou par la préparation des populations nationales des pays occidentaux par le biais des manuels scolaires destinés aux enfants. Si ce dernier exemple est le thème d'un mail depuis longtemps identifié comme un « hoax » (mystification), si les projets secrets ne peuvent par définition être rendus publics, on notera que les citations des discours des hommes politiques cités ci-dessus évitent soigneusement de préciser la source où peut être consultée l'intégralité des discours, ou même de vérifier leur véracité...

De fait, il serait vain d'essayer de mettre au jour le scandale d'un complot mondial visant, dans le plus grand secret, à l'internationalisation de l'Amazonie – et ce n'est en tout cas pas notre travail de chercheur. On peut par contre changer de perspective, et s'interroger non plus sur les modalités d'un tel complot, mais sur la fonction que joue la crainte de l'internationalisation de l'Amazonie au Brésil.

L'image jointe représente la première page d'un journal local, publié dans la ville d'Altamira en Amazonie brésilienne ; le commentaire de cette page ne laisse aucun doute sur le complot que prétendent dénoncer les auteurs de ce journal. Mais les deux références aux partis politiques qui émaillent l'image nous indiquent que cette illustration doit être interprétée non pas comme la dénonciation d'une politique extérieure mais plutôt comme se référant à des débats de politique intérieure au Brésil et même, plus spécifiquement, à l'État du Pará. De fait, l'argumentaire du dossier spécial à l'intérieur de la publication utilise l'épouvantard³ de l'internationalisation de l'Amazonie pour s'opposer à la création d'une Unité de conservation, l'unité Verde para sempre du municípe de Porto de Moz, qui a été menée dans la région, suite à la demande des populations riveraines de cette réserve et avec l'appui du mouvement syndi-

cal local, de l'Église catholique, d'Organisations Non Gouvernementales telles que Greenpeace et de l'État fédéral brésilien, contre l'avis de ces élites locales. En fait, ce journal représente les intérêts d'une certaine bourgeoisie paraense qui a tout intérêt à s'opposer à la création de telles unités de conservation. En effet, la vocation de ces unités serait de donner un statut foncier à ces terres, empêchant ainsi les exploitants forestiers et les grands propriétaires terriens de se les approprier⁴.

Plus globalement, il n'est peut-être pas fortuit de constater que ces discours sur l'internationalisation de l'Amazonie resurgissent au moment où l'État brésilien se lance dans une politique très volontaire d'occupation de l'Amazonie⁵, dont les conséquences sur l'environnement ont été dénoncées par les scientifiques⁶. En effet, cela rappelle que l'un des deux slogans utilisés par les militaires au pouvoir dans les années 1970, lorsque la colonisation officielle de l'Amazonie a été lancée, était : « intégrer pour ne pas livrer [l'Amazonie aux puissances étrangères] ». L'Amazonie était alors perçue comme trop séparée du reste du Brésil, ce qui faisait craindre qu'elle ne puisse être internationalisée par le supposé complot occidental.

Mais il ne s'agit pas pour autant de dire, dans les années 1970 comme aujourd'hui, que le spectre de l'internationalisation est manipulé à des fins de destruction de la forêt amazonienne. L'idéologie nationaliste, mais aussi développementiste – soit, en un mot, moderne – qui entoure les programmes de colonisation n'est pas uniquement le fait de puissances comme le Brésil : s'opposer, au nom de l'intérêt supérieur de la Nation, aux divers opposants (que ceux-ci soient écologistes ou NIMBYstes, nationaux ou étrangers) est le fait de tout État moderne qui plante une politique volontariste suscitant, forcément, des oppositions.

Or les oppositions auxquelles est confronté le Brésil sont particulièrement fortes en ce qui concerne la gestion de la forêt amazonienne, oppositions venues ou relayées par l'international. Un tel discours sur l'internationalisation de l'Amazonie n'aurait pas d'impact s'il ne reposait sur une certaine réalité, à savoir que l'Amazonie est sous le regard de la communauté internationale et que l'État brésilien est régulièrement critiqué pour sa gestion du plus grand massif forestier de la planète. Or l'État brésilien est un État moderne, qui entend bien garder sa souveraineté sur la totalité de son

territoire national. Pour justifier sa politique, l'État brésilien, confronté à une opposition mondialisée, n'est-il pas conduit à opposer non pas l'intérêt général à l'intérêt local, mais à opposer l'intérêt national à l'intérêt mondial – manière de se retrouver dans la position, peu confortable, du NIMBYste ?

1. On retiendra ici l'ouvrage écrit par Armando Dias Mendes, 2001. *Amazônia, modos de (o)usar*. Manaus : Valer Editora ; la revue *Hoje* publiée à Altamira-PA durant l'été 2005 et dont nous reparlerons plus loin ; divers mails dénonçant ce complot et depuis identifiés comme des hoax.
2. On citera ainsi un projet d'aqueduc destiné à exporter l'eau amazonienne vers l'Europe, ou l'internationalisation de la plus grande réserve d'eau souterraine sud américaine.
3. Référence à l'être magique qui, dans Harry Potter, prend la forme de la peur la plus grande de la personne qui croise son chemin.
4. Philippe Léna explique, dans la préface à l'ouvrage organisé par C. Albaladejo et X. Arnauld de Sartre (2005), *L'Amazonie brésilienne et le développement durable. Expériences et enjeux en milieu rural*. Paris : L'Harmattan) que ce statut foncier est une des principales raisons de l'échec de l'implantation de politiques de développement durable.
5. Voir en particulier l'article de N.A. de Mello et H. Théry, 2003, L'État Brésilien et l'environnement en Amazonie : évolutions, contradictions et conflits, *L'Espace géographique*, 1, p. 3-20
6. Voir en particulier l'article de W. Laurance *et al.*, 2001, The future of the Brazilian Amazon, *Science*, 291, 5503, p. 438-444.



Un mutant en train d'acheter un indien

Nous avons reproduit dans la figure 1 la couverture d'un magazine publié dans la région de la Transamazonienne qui titre sur « l'internationalisation de l'Amazonie » (*Revue Hoje*, seconde année, troisième édition). Le commentaire suivant (traduit par nos soins) apparaît dans le corps de la revue pour « que la majorité du peuple brésilien puisse comprendre la signification de la couverture de cette édition » :

1. L'environnement hostile représente la forme énigmatique et effrayante que prennent les délibérations sur les sujets environnementaux qui ont actuellement lieu dans l'État du Pará.
2. Le visage du personnage représente l'oncle Sam et un barbare viking, ce dernier arborant un sourire de mercenaire.
3. La moitié de la casquette de l'oncle Sam et du casque du viking représentent la présence des Etats-Unis et de l'Union Européenne.
4. Le crucifix en or massif et la soutane du mutant représentent l'influence de l'Église Catholique et sa puissance financière dans le contexte d'internationalisation de l'Amazonie.
5. La petite croix rouge sur le sein du mutant représente la condescendance dont fait preuve le Parti des Travailleurs [*la croix rouge est l'insigne du PT, ndt*].
6. L'indien et l'environnement sont les prétextes de l'interférence étrangère.
7. Les boucles d'oreille représentent les environnementalistes [ce point reste, pour nous et pour les Brésiliens que nous avons interrogés, une énigme. Il ne semble pas faire appel à un imaginaire particulier].
8. Le Toucan bâillonné représente le PSDB [*parti politique, ndt*] qui, au travers de la personne de Simão Jatene [*Gouverneur de l'État du Pará*], ne s'est pas encore prononcé sur le processus de création d'unités de conservations.
9. Le billet d'un réal [*moins de 40 centimes d'euros, ndt*] signifie que la conspiration s'approprie nos biens pour le « prix d'une banane ».
10. Et vous, lecteur, pouvez-vous percevoir d'autres significations à cette couverture ?

Le nationalisme dont est empreint ce texte se retrouve tout au long de la revue, de l'éditorial aux articles du dossier spécial : l'Amazonie serait en passe d'être internationalisée, ce qui rend toute ingérence ou même influence étrangère contraire aux intérêts de la Nation brésilienne.

Xavier ARNAULD DE SARTRE
Chargé de recherche Cnrs

Umr 5603 (Société environnement territoire)
Cnrs-Université de Pau et des Pays de l'Adour.